



Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles
Bureau: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex
Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Email: agter@agter.org Web: <http://www.agter.asso.fr/>

RAPPORT D'ACTIVITES

2011

Version validée lors de l'AG de juin 2012

I. VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT	2
A. MEMBRES.....	2
B. ACTIVITÉS STATUTAIRES.....	2
C. ÉQUIPE SALARIÉE ET CONSULTANTS.....	3
D. FINANCEMENTS ET RECHERCHES DE FINANCEMENTS.....	4
II. CHANTIERS THÉMATIQUES PRIORITAIRES	5
A. ACCAPAREMENTS FONCIERS.....	5
B. GOUVERNANCE DES FORÊTS.....	10
III. AUTRES CHANTIERS THÉMATIQUES	13
A. POLITIQUES FONCIÈRES EN EUROPE	13
B. POLITIQUES FONCIÈRES DANS LES PAYS DU SUD	14
C. GOUVERNANCE DE L'EAU.....	16
IV. AUTRES TRAVAUX ET AUTRES ACTIVITÉS	16
A. VOYAGES D'ÉTUDES	16
B. DIVERS	16
V. IMPLICATION D'AGTER DANS DES DYNAMIQUES ET DES ESPACES COLLECTIFS	17
A. GROUPES DE RÉFLEXION	17
B. ORGANISATIONS FRANÇAISES D'ONG	18
C. ORGANISATIONS INTERNATIONALES	18
VI. OUTILS PERMANENTS DE DIFFUSION ET DE COMMUNICATION	19
A. RÉUNIONS THÉMATIQUES D'AGTER	19
B. BULLETIN D'INFORMATION ET LISTE D'INVITATION AUX RÉUNIONS THÉMATIQUES.....	20
C. SITES INTERNET DE L'ASSOCIATION	20
D. COMMUNICATION EN DIRECTION DES MEMBRES.....	21
E. PUBLICATIONS À L'ACTIF DES MEMBRES D'AGTER EN 2011	22
VII. ANNEXE	23

I. Vie associative et fonctionnement

A. Membres

Avec le décès de M. Dao The Tuan, le 19 janvier 2011, nous avons perdu un des membres d'honneur d'AGTER, un de nos membres fondateurs et un grand ami.

En 2011, cinq nouveaux membres ont intégré l'association : Mamy Rakotondrainibe (Madagascar), Jean Bourliou (France), Silvel Elias (Guatemala), Lisa Gauvrit (France), Gwenaëlle Mertz (France).

AGTER compte 65 membres à la fin de l'année 2011.

Nous remercions très chaleureusement

- la contribution de Lisa Gauvrit, nouvelle membre d'AGTER, sur le dossier « Politiques foncières rurales en France ». A partir des résultats du stage de 2010 de Gwenaëlle Mertz, elle a organisé un travail de réflexion collective avec plusieurs membres d'AGTER et/ou experts de la question foncière en France qui a abouti à un dossier très pertinent sur la question. Un exemple du travail de réflexion collective qu'AGTER veut développer au sein de son réseau.
- le travail de comptabilité réalisé sous forme de bénévolat par Elisabeth Muller, membre d'AGTER, une contribution essentielle au bon fonctionnement de l'association.

B. Activités statutaires

1. Assemblée Générale

AGTER a tenu son assemblée générale le 2 juillet 2011, à Nogent sur Marne. 34 membres étaient à jour de leur cotisation pour 2010 (dont 4 membres d'honneur exemptés), ce qui leur donnait selon les statuts le droit de voter. 16 étaient présents et 12 personnes à jour de leur cotisation avaient envoyé une procuration et étaient ainsi représentées. Le quorum était donc atteint (28/34). Trois invités étaient également présents, sans droit de vote.

Après adoption des rapports moral, d'activités et financier, l'adhésion des cinq nouveaux membres a été votée. L'assemblée générale a renouvelé le Conseil d'Administration. Celui-ci doit être renouvelé tous les ans par moitié (article neuf des statuts de l'association). Il est aujourd'hui composé de six membres (Vicent Garcés, Françoise Macé, Hubert Cochet, Denis Pommier, Sylvie Dideron, Laura Hurtado).

Conformément aux statuts, après une réunion postérieure du Conseil d'Administration impliquant consultation de tous ses membres, le CA a choisi Vicent Garcés comme Président de l'Association, Françoise Macé comme Vice Présidente, Sylvie Dideron comme Trésorière.

Une partie de l'AG a été dédiée à la réflexion sur l'identité de l'association, débat lancé à l'initiative des salariés, afin notamment de préciser ce qu'AGTER souhaite faire en priorité dans l'avenir et comment l'association fait connaître son travail (et sa démarche) au grand public. Le président sortant, Hubert Cochet a conclu ce débat en proposant que le CA se saisisse de cette question et la développe avant l'assemblée générale de 2012.

2. Conseil d'Administration (CA)

Le CA s'est réuni 6 fois au cours de l'année, les 25 mars, 27 avril, 30 mai, 8 juin, 11 juillet, et 19 décembre 2011. Les réunions se font avec une participation directe ou par téléphone ou skype. Les compte rendus sont disponibles sur demande.

Le CA a décidé de faire appel aux services d'un commissaire aux comptes à partir de 2012, bien que cela ne soit pas obligatoire du point de vue légal compte tenu des caractéristiques actuelles de l'association. Après consultation de plusieurs cabinets d'expertise, il a décidé de confier ce mandat à SOFIDEEC, qui jusqu'en 2011, n'avait fait qu'une simple vérification des comptes.

Nous avons de ce fait été amenés à changer de prestataire de services pour la paye et le suivi des prestations sociales, puisque le commissaire aux comptes ne peut pas être impliqué dans la gestion de l'association qu'il certifie.

C. Équipe salariée et consultants

1. Évolution de l'équipe salariée

a) Transformation de Contrats à Durée Déterminée (CDD) en contrats à durée indéterminée (CDI)

Le contrat aidé de **Mathieu Perdriault** s'est terminé fin avril 2011. Le CA a décidé sa transformation en contrat à durée indéterminée.

Le CDD aidé (CAE) de **Marta Fraticelli** a été renouvelé en avril 2011, pour une durée de six mois seulement, contrairement à notre demande et sur décision de Pôle Emploi. Le 1 octobre 2011 le contrat de Marta a été transformé en un contrat à durée indéterminée.

b) Nouveau Contrat à Durée Déterminée (2 mois)

Il a été nécessaire pour pouvoir finaliser le site de ressources documentaires, d'engager une personne pendant deux mois. **Alexis Anagnan** a coordonné le travail avec Vincent Calame et préparé un guide permettant aux salariés et membres d'alimenter le site.

c) Départs

Fin avril, **Samuel L'Orphelin** a quitté l'équipe d'AGTER à la fin de son deuxième CDD d'un an afin de se consacrer à un projet personnel.

En novembre 2011, **Clara Jamart** a annoncé son départ, prévu pour la fin du mois de Janvier 2012.

Ces évolutions ont exigé une redistribution des rôles et une redéfinition des priorités au sein de l'équipe dès mai 2011, et entraîné une réelle surcharge de travail pour l'équipe. Un dispositif temporaire a été mis en place en Mai, mais le travail d'animation au niveau des membres et du réseau n'a pas pu être assuré de façon satisfaisante après le départ de Samuel. Des discussions ont été engagées autour de la possibilité d'ouvrir de nouveaux postes, sous réserve d'obtenir des contrats aidés, pour des raisons budgétaires.

2. Consultants

Des contributions ponctuelles ont été commandées à différents consultants, essentiellement pour la réalisation de vidéos, de maquettes graphiques pour des publications, de travaux sur les sites internet, de traductions et un travail d'expertise dans le cadre du programme forêt.

Loïc Colin, **Vincent Petit**, tous deux membres, ont continué à travailler avec AGTER en vidéo. Nous avons aussi fait appel à **Aurélien Barros** pour une réunion thématique pour laquelle ils n'étaient pas disponibles.

Jesse Rafert, étudiante américaine en Master 1 à l'IEDES, a réalisé une série de traductions du français vers l'anglais, réalisées au début de façon bénévole puis financées sous la forme d'un contrat de droits d'auteur.

Pierre Merlet, membre d'AGTER, a réalisé le dossier sur les forêts au Guatemala, dans le cadre du projet financé par la Fondation Ford.

3. Stages

Deux stages ont été réalisés en 2011 au sein d'AGTER, un stage de fin d'étude d'ingénieur de six mois, et un stage facultatif de Master 1 de 2 mois.

Cécile Pinsart, étudiante (niveau ingénieur ou Master 2) à l'ISTOM (École Supérieure d'Agro-Développement International). Stage de fin d'études de 6 mois (mars à août, dont cinq mois de terrain) réalisé et financé dans le cadre du projet sur la gouvernance des forêts, avec les partenaires de RRI et l'appui de la Fondation Ford. Le travail a porté sur la foresterie communautaire et la gouvernance des ressources forestières au Cameroun, en association avec le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), membre de RRI. Il a contribué à la réalisation du dossier sur la gouvernance forestière au Cameroun et à créer des liens entre AGTER et le CED. Il a été encadré par Marta Fraticelli, Michel Merlet et a bénéficié de l'appui d'Alain Karsenty, économiste et spécialiste des forêts au CIRAD.

Averill Roy, étudiante en Master 1 à l'IEDES. Stage de 2 mois (juillet-août). Recherche bibliographique sur la situation agraire au Pérou, depuis la réforme agraire jusqu'à nos jours. Valorisation des recherches du CEPES, Centre Péruvien d'Études Sociales, et publication sur le site d'AGTER d'une version française d'un article de la Revista

Agraria sur la nouvelle concentration foncière dans ce pays. Averill continuera son travail de recherche sur le Pérou pendant son stage de fin d'études prévu pour l'été 2012, avec AGTER et grâce à un financement obtenu auprès de l'AFD (Comité Foncier & Développement) sur Appel d'Offres.

4. Traductions bénévoles

AGTER a bénéficié en 2011 des apports de bénévoles pour les traductions d'un certain nombre de documents mis en ligne sur le site internet et pour l'interprétariat de la réunion thématique de décembre autour du livre de Robert Levesque. Jesse Rafert a commencé bénévolement à collaborer avec AGTER en effectuant des traductions vers l'anglais, et nous l'avons ensuite rémunérée sur une partie des traductions suivantes.

D. Financements et recherches de financements

1. Conventions

Deux conventions principales ont permis à AGTER d'opérer en 2011, la convention 2010-2011 signée avec la Fondation Charles Léopold Mayer, et la convention signée avec la Fondation Ford pour le projet forêts (juillet 2010-juin 2011). (voir ci-dessous et rapport financier)

Le renouvellement de ces deux conventions a été préparé en 2011. La convention avec la FPH couvrira 2012-2013. La Fondation Ford financera une nouvelle et dernière phase d'un an du projet forêts. Il faudra dès lors trouver d'autres sources de financement pour pouvoir continuer en 2013 à travailler sur ces questions.

Aucun autre profil de projet n'a pu être soumis à d'autres sources de financement, malgré notre intention d'approcher diverses autres Fondations.

2. Réponses à des appels d'offres et appels à propositions

a) Inscription au registre de l'Union Européenne

AGTER s'est inscrite au PADOR en Septembre 2011.

b) Réponse à l'appel à propositions 2011 pour les Acteur Non Etatiques de la Commission européenne (EuropeAid/131142/C/ACT/TPS)

AGTER a répondu à l'appel à propositions concernant Les Acteurs Non Etatiques et les Autorités Locales dans le Développement, Coopération, synergies et dialogue structuré dans le domaine du développement entre les plateformes de la société civile, leurs organisations et les institutions de l'UE.

AGTER a préparé une proposition, en se positionnant comme chef de file sur une offre de 500.000 Euros pour deux ans, et en s'associant pour cela avec le CERAI (Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacionales - Espagne), FIAN international (Allemagne), le Transnational Institute (Pays Bas), Terra Nuova (Italie)

Ce projet visait à financer un *Dialogue multi-acteurs structuré pour améliorer l'action européenne de coopération au développement face à l'accaparement des terres à grande échelle dans le monde* et nous espérions ainsi pouvoir préparer un Forum Mondial Valencia + 10 consacré à la question des accaparements de terre, comme cela avait été évoqué lors de l'AG d'AGTER de 2010.

Nous avons appris en 2012 que notre proposition n'avait pas été sélectionnée et que nous n'avions pas la possibilité de présenter une offre complète.

c) Autres tentatives avortées

➤ *Projet de recherche sur le rôle de la Chine dans le développement, en particulier en Afrique*

Nous avons été sollicités par Peter Ho, Professeur universitaire aux Pays Bas que nous avons invité en 2010 à intervenir lors d'une de nos réunions thématiques à créer un consortium de recherche afin de répondre à un appel à projets conjoint de l'Agence Nationale de la Recherche (France), DFG (Allemagne), ESRC (Royaume Uni), NWO (Hollande ...) "Open Research Area in Europe for the Social change". Après une instruction assez approfondie, nous avons constaté que le projet ne pouvait financer que des coûts marginaux et exigeait un cofinancement considérable. De ce fait, nous ne pouvions pas nous positionner sur un projet de ce type, ne disposant pas de financement propre pour payer les chercheurs qui auraient été impliqués dans le projet.

➤ *Projets avec des partenaires et membres d'AGTER*

Les membres d'AGTER d'Amérique Centrale ont manifesté en 2011 leur volonté de construire des réponses entre leurs organisations respectives et AGTER à différents appels d'offres, en particulier de l'Union Européenne. Mais ni l'équipe salariée du siège à Nogent ni eux même n'ont été en mesure de concrétiser cette idée.

D'autres possibilités ont été explorées, en particulier avec un partenaire de Terre Citoyenne au Niger, mais la coordination s'est avérée impossible.

3. Prestations de services et subventions ponctuelles

Elles sont mentionnées chantier par chantier ci-dessous. Voir également le rapport financier.

II. Chantiers thématiques prioritaires

Le rapport d'activités de 2011 adopte une présentation différente de celle des années antérieures, en privilégiant la mise en évidence des principaux chantiers d'analyse et de production documentaire, ceux-ci constituant le cœur de l'activité de l'association.

Ces chantiers ont été divisés en deux sous-groupes, prioritaires et ordinaires. La présentation des projets et des conventions permettant de financer ces chantiers est intégrée dans l'exposé de chacun d'entre eux.

A. Accaparements fonciers

1. Organisation et financement des activités du chantier

Le chantier de réflexion sur les accaparements de terres et de ressources naturelles a été en 2011 un des deux chantiers prioritaires de l'association. Le travail d'analyse et de construction de propositions démarré début 2009 et poursuivi en 2010 a été approfondi au cours de l'année.

Le financement des activités a été assuré essentiellement par la Fondation Charles Léopold Mayer, au travers de la convention 2010-2011, et par des fonds propres d'AGTER.

Deux prestations de services en lien avec ce thème de travail et portant sur des montants faibles ont pu être obtenues en complément. (voir ci-dessous)

2. Analyse du phénomène et construction de propositions

L'association a progressé dans trois champs d'investigation identifiés comme majeurs à l'issue de la phase d'analyse antérieure :

- Le pluralisme juridique et les modalités d'articulation des espaces politiques où sont définis et répartis les droits sur les ressources, aux différentes échelles, nécessaire pour parvenir à la sécurisation effective des droits des utilisateurs.
- Les rentes liées à l'activité agricole et au foncier et leur capture à la faveur des projets à large emprise foncière; la fiscalité qu'il serait nécessaire de mettre en place pour juguler l'appropriation et la concentration du foncier et des richesses et limiter/interrompre les mésusages ou usages non durables faits des ressources
- Les cadres légaux contraignants à l'endroit des États et des agents économiques souhaitables au plan international et mondial, et les mécanismes de mutualisation de ressources utiles au financement de la mise en œuvre de politiques foncières nationales garantes des droits fonciers.

Conjointement à ces réflexions, l'association a continué à diffuser sa compréhension du phénomène et de ses enjeux à l'occasion de plusieurs conférences et communications ponctuelles auprès de publics divers (voir plus bas). AGTER n'a pas cessé, par ailleurs, de renforcer ses liens avec de nombreux partenaires avec lesquels elle espère pouvoir développer des actions de formation, d'information et d'échanges de pratiques en matière de sécurisation des droits et de lutte contre les accaparements de ressources naturelles.

AGTER a approfondi l'analyse du phénomène des accaparements fonciers et progressé dans la démonstration et la caractérisation des captures des rentes qui lui sont associées grâce aux travaux d'Hubert Cochet et de ses étudiants (notamment en Ukraine) et de Robert Levesque sur la distribution de la valeur ajoutée entre travail, capital et terre et à une réflexion de Michel Merlet sur le concept de rente foncière dans les différentes théories économiques.

La participation à des séminaires et ateliers ainsi que des discussions avec des représentants d'organisations spécialisées ont permis, en parallèle, de poursuivre l'instruction de la réflexion relative aux cadres juridiques internationaux et mondiaux et aux progrès nécessaires à ce niveau pour freiner sinon arrêter les processus d'accaparement en cours. Cette réflexion fait entrevoir le sens que pourrait avoir pour l'association un rapprochement avec les mouvements/organisations en faveur de la justiciabilité du droit international des droits de l'homme et de l'institution d'une responsabilité juridique mondiale des agents économiques.

Les bases théoriques de la réflexion sur le pluralisme juridique avaient été présentées et discutées au sein d'une réunion interne d'AGTER par Pierre Merlet (voir « Pluralisme juridique et gestion des ressources naturelles. ») fin 2010. Cette réflexion a constitué la base du travail d'AGTER sur la gouvernance des forêts au Guatemala. Elle a permis de structurer une étude qui a suscité l'intérêt de nos partenaires guatémaltèques. La réflexion sur les modalités concrètes à promouvoir pour articuler entre eux les espaces politiques où sont définis les droits sur les ressources naturelles (par exemple : les espaces traditionnels/coutumiers locaux et le cadre formel national) constitue un champ de travail immense sur lequel nous devons encore progresser, en interrogeant d'autres expériences concrètes et en dégageant des méthodes qui pourront aider les mouvements sociaux et les États à avancer.

3. Principales productions documentaires

- Traduction en espagnol et en portugais du document du Comité Technique « Foncier et développement » et du Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire sur les appropriations de terres à grande échelle, rédigée par AGTER entre 2009 et 2010 (et publiée en français et en anglais en 2010), financée par l'Agence Française de Développement (AFD). AGTER a lancé l'appel d'offre en direction des traducteurs et assuré le suivi de leur travail (relecture et révision approfondie des termes techniques et formulations en concertation avec les traducteurs).
- L'article « Accaparement des terres agricoles et répartition de la valeur ajoutée : la captation de la rente foncière revisitée » d'Hubert Cochet et Michel Merlet, présenté en version anglaise lors du Séminaire de Brighton en avril organisé par le LDPI, et le Journal of Peasant Studies constitue une avancée importante. Cette communication a été remarquée, étant pratiquement la seule à aborder les aspects économiques des processus d'accaparement des terres. C'est la seconde communication la plus téléchargée parmi la centaine de documents présentés sur le site de la conférence (2300 téléchargements jusqu'à début juin 2012).¹
- Un article a été écrit par Mathieu Perdriault, à la demande de la revue équatorienne La Tendencia, pour fournir un résumé de l'état des lieux du travail d'AGTER sur les cadres juridiques internationaux et la nécessité de leur évolution : « L'accaparement de terres à grande échelle dans le monde : le rôle des firmes multinationales. ».
- L'article publié dans la revue Nature et Progrès par Michel Merlet présente de manière synthétique pour le grand public la lecture qu'AGTER fait du problème de l'accaparement des terres à la lumière de ces divers travaux (« Pauvreté, faim et « investissements » agricoles. Quelques clés pour comprendre les phénomènes actuels d'appropriation et de concentration des terres et des ressources naturelles dans le monde. Nature et Progrès numéro 85, novembre 2011).
- La publication en décembre 2011 par la FAO du rapport thématique Points chauds liés au foncier et aux droits sur l'eau, élaboré en 2010 comme contribution au rapport SOLAW, constitue une autre valorisation du travail de l'association sur les accaparements de terres. Elle n'a malheureusement pas été traduite par la FAO en anglais, ce qui limite son impact. Les thèses que nous y défendons se démarquent très fortement de celles qui sont mises en avant par la FAO dans le document final SOLAW et dans la plupart des autres rapports thématiques.
- Le dossier documentaire sur les accaparements de terre, le CD de compilation de productions antérieures qui avaient été prévus dans le cadre de la convention avec la FPH pour 2010 – 2011 n'ont pas pu être produits au cours de l'année
- Seule une note brève de politique a été préparée dans le cadre de la rencontre de Nant. Elle présente les « propositions » d'AGTER pour lutter contre les accaparements de terre, et elle a d'ailleurs été la seule contribution écrite à la table ronde organisée à cette occasion. La préparation de ces « policy briefs » était envisagée dans la convention FPH, mais le public et le format n'avaient pas été définis avec précision.

¹ http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=1552&limit=10&order=hits&dir=DESC&Itemid=510

4. Activités de diffusion, d'échanges et contributions à des processus de la société civile

a) Forum Social Mondial 2011 et « Appel de Dakar »

Lors du Forum Social Mondial (FSM) organisé à Dakar en février, FIAN International, la Via Campesina, les Amis de la Terre International, le ROPPA, le CCFD, Peuples Solidaires et AGTER ont organisé une « assemblée de convergence pour l'action ». Elle a réuni la plupart des organisations qui ont travaillé sur les accaparements de terres au cours du FSM et abouti au lancement de « l'Appel de Dakar contre les accaparements de terres ». Il a été rédigé dans les jours précédents par un groupe de travail regroupant des organisations de la société civile européenne (dont AGTER, par la voix et la plume de Samuel L'Orphelin) et des organisations paysannes régionales et internationales.

L'Appel de Dakar a permis de prolonger les propositions émises par ces structures dans le cadre des discussions sur les directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure de la terre, et ouvert des perspectives d'actions coordonnées contre les investissements massifs sur les terres. Fin 2011, plus de 900 organisations du monde entier l'avaient signé.

b) Participation à la conférence « Global Land Grabbing » organisée par Land Deal Politics Initiative, Journal of Peasant Studies et le Future Agricultures Consortium de l'Institute of Development Studies (IDS, Université du Sussex) à Brighton. 6-8 avril

Michel Merlet a pris part à la conférence. Il a présenté une communication préparée par Hubert Cochet et lui-même, qui explore la dimension économique des phénomènes d'accaparement de terres à partir de deux exemples et d'études de cas approfondies en Ukraine et en Équateur (voir plus haut).

c) Commentaires de la première version des directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure de la terre, des pêches et des forêts

L'ensemble de ces éléments d'analyse et de propositions ont été utilisés pour former, début mai, les commentaires de l'association relatifs à la première version des « directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure, des pêches et de forêts », soumises alors aux critiques de la société civile.

AGTER a diffusé ses commentaires et propositions d'amendements par différents moyens, dans le cadre d'une consultation organisée par le Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire (GISA) auprès des membres du comité technique « Foncier et développement » et des membres de la commission « Agriculture et alimentation » de Coordination sud, par le biais de la International Land Coalition, auprès du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire, structure officielle de médiation des relations de la FAO avec la société civile, et directement auprès de la FAO par le biais du dispositif de consultation électronique. Ils ont aussi été publiés sur le site d'AGTER en français.

d) Séminaire sur les Terres Communales au Guatemala, mai 2011

En mai, les membres d'AGTER Amérique centrale (Patricia Castillo, Laura Hurtado, Iliana Monterroso et Silvel Elías et Pierre Merlet) ont organisé avec la Fondation Guillermo Toriello, la Fondation Mundubat, le Programme d'Études Rurales y Territoriales de l'Université de San Carlos et ActionAID, le séminaire *Rencontre sur Terres Communales, Droits et Durabilité*.

La rencontre, qui a bénéficié de l'appui financier de l'Union Européenne, a porté sur le phénomène des accaparements des terres dans le monde et au Guatemala en particulier et sur la situation au Guatemala des terres communales et des territoires indigènes, dans un contexte particulièrement difficile au Guatemala, où se multiplient les cas d'accaparement de terres.

e) Révision de la version initiale du rapport sur le foncier commandé par le Panel d'Experts de Haut Niveau du Comité de la Sécurité Alimentaire (Michel Merlet, à titre personnel)

Le Panel d'Experts de Haut Niveau (HILPE en anglais) du Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA), a demandé à Michel Merlet, en tant qu'expert venant de la société civile, ainsi qu'à deux autres experts, l'un anglais et l'autre chinois, de faire la révision critique (*review*) de la première version du rapport consacré aux enjeux fonciers, commandé lors de la session du CSA d'Octobre 2010. Ce travail anonyme et bénévole a contribué à modifier en profondeur la formulation du rapport. Cette sollicitation atteste de la reconnaissance, du travail que nous avons effectué au cours des années passées par les instances internationales, mais surtout par les organisations de la société civile proches et les mouvements paysans qui ont proposé sa candidature.

f) Participation aux Rencontres Internationales de Nant, Larzac, Gardarem la Terre et la Mer, Juillet 2011

« Gardarem la terre et la mer » fait écho au slogan « Gardarem lo Larzac » (Nous garderons le Larzac, en occitan) qui était celui de la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac des années 70. Ces rencontres ont permis à un centaine de participants originaires de 4 continents de travailler sur les questions de l'accaparement des terres et des ressources naturelles dans le monde. Elles ont été organisées par l'Association pour l'aménagement du Larzac, la Confédération Paysanne de l'Aveyron, l'Alliance internationale Terre Citoyenne (AiTC), l'Association des Populations des Montagnes du Monde (APMM), et AGTER, avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer (et du Forum Mondial des Pêcheurs et travailleurs de la Mer).

Michel Merlet et Mathieu Perdriault ont tenu le 14 juillet, dans ce cadre, une réunion thématique intitulée « Les grands enjeux des accaparements de terres dans le monde. Le rôle des multinationales et les besoins de régulations aux différents niveaux. ». Le 17 juillet, un rassemblement a eu lieu à la Bergerie de la Blaquièrre, reconstruite dans les années 70 et 80 par les paysans du Larzac et les mouvements de solidarité avec leur lutte contre l'agrandissement du camp militaire. Un manifeste qui fait le lien entre les luttes d'hier et celles d'aujourd'hui a été signé lors de ce rassemblement par les participants originaires de nombreux pays d'Europe, d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie.

La rencontre a permis de resserrer les contacts avec les organisations de la Via Campesina, et en particulier avec les partenaires du Mali qui étaient en train de préparer une conférence paysanne mondiale sur le sujet des accaparements de terres.

g) Participation au Forum sur les accaparements de terres à Niélény, Mali (17-20 novembre 2011)

La Via Campesina a invité Michel Merlet à venir faire part de l'analyse que fait l'association des phénomènes d'accaparement de terres à grande lors de cette « conférence internationale des paysannes et paysans pour stopper l'accaparement des terres ». AGTER était ainsi l'une des rares ONG invitées pour partager et débattre sur ce sujet avec les nombreuses organisations paysannes représentées. Environ 250 personnes ont participé à ces rencontres.

h) Processus multi-organisations de mutualisation de connaissances et échange de vues relatives à l'accaparement des terres

AGTER, le CCFD-Terre solidaire, Juristes Solidarité, Oxfam France et Peuples Solidaires – ActionAid ont engagé, d'un commun accord, un processus pour permettre aux organisations françaises concernées par l'accaparement des terres de mutualiser leurs connaissances de cas d'accaparement, partager leurs expériences d'action pour y faire face, échanger leur vision des solutions à promouvoir, voire définir des actions coordonnées/en complémentarité. Plus de trente organisations suivaient fin 2011 les activités de ce collectif informel qui s'est réuni trois fois dans l'année (15 juin, 21 septembre et 7 décembre). On compte parmi elles des ONG actives sur le terrain du « plaidoyer » et de l'« éducation au développement », de l'appui aux organisations de producteurs dans les pays dit en voie de développement, un syndicat agricole français...

i) Autres communications et interventions ponctuelles

➤ Atelier avec le Collectif de défense des terres malgaches – Tany. 7 mai

Clara Jamart et Mathieu Perdriault ont été invités par Mamy Rakotondrainibe du collectif Tany à venir partager avec plusieurs de ses membres la compréhension d'AGTER du phénomène actuel d'appropriation et concentration foncière à grande échelle.

➤ Intervention auprès de la Société des agriculteurs de France (SAF), 17 février

Dans le cadre de son cycle de travail « Agriculture, foncier et territoire », la Société des Agriculteurs de France a organisé le 17 février une journée de conférence intitulée « Les terres agricoles au cœur des enjeux mondiaux ». Le comité technique « Foncier et Développement » a été sollicité par la SAF pour présenter à cette occasion aux membres de la SAF les conclusions de son travail sur les appropriations foncières à grande échelle. C'est AGTER, par le biais de Mathieu Perdriault, après concertation avec le Comité, qui a réalisé cette intervention. Des échanges avec les participants ont suivi sur les orientations du développement agricole.²

² Intervenait à la même tribune Charles Vilgrain, notamment co-investisseur de Charles Begbeider au sein d'Agrogénération (agroholding de plus de 30 000 hectares en Ukraine), Bernard Bachelier (Fondation Farm) et Patrick Mirbey, représentant de Syngenta. Cette journée a réuni des agriculteurs français intéressés par l'installation de projets agricoles à l'étranger, des chercheurs travaillant sur ce sujet, un représentant de la FIPA (une fédération internationale de syndicats d'agriculteurs dont la FNSEA est membre), des représentants de banque (Crédit Agricole notamment), de journalistes de la presse agricoles ou encore d'un think tank de promotion de la propriété individuelle exclusive.

➤ *Participation à la journée "Le pouvoir des entreprises transnationales" (Ritimo – Coredem). 6 avril*

Le 6 avril dernier, la Coredem et le RITIMO ont proposé une série de conférences, dans le cadre d'un "Mercredi de la Coredem", pour apporter un éclairage sur les conséquences des agissements des entreprises transnationales et sur leur défaut d'encadrement actuel aux niveaux national et global. Plusieurs organisations (ONG, syndicat, organisations paysannes) ont à cette occasion fourni des illustrations détaillées des pratiques problématiques de ces entreprises. Leur rôle dans l'accaparement des ressources naturelles, en particulier, a été fréquemment mentionné et, de manière générale, les violations qu'elles peuvent commettre des droits fondamentaux stipulés par le droit international des droits de l'homme. AGTER a assisté à la journée mais n'est pas intervenu à la tribune. Les contributions ont alimenté son travail et ont été mises en ligne sur le site.

➤ *Participation à la journée de réflexion AVSF 14 juin*

AGTER a été sollicitée à prendre part à la journée de travail que l'équipe salariée d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières a organisé dans le but d'actualiser et harmoniser ses connaissances sur « l'accaparement des terres agricoles du Sud ». Il a été demandé à Mathieu Perdriault d'apporter des compléments d'information et les éléments d'analyse dégagés par AGTER suite à l'exposé réalisé par Yves Rocher-Machart.

➤ *Participation à une table ronde à l'ENSA Toulouse, 8 novembre 2011*

L'ENSA Toulouse - Nouvelle Unité d'Enseignement *Introduction au développement durable* a organisé avec la Mission Agrobiosciences une table ronde intitulée « La souveraineté alimentaire sous le régime de nouveaux scénarios ». Michel Merlet y a participé de façon bénévole avec Martine Padilla, Directrice de recherches en économie alimentaire au CIHEAM et à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, et Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique à l'Université Paris Dauphine et spécialiste des marchés mondiaux des matières premières. Une publication a été préparée par Agrobiosciences. Elle est disponible sur le site d'Agrobiosciences (www.agrobiosciences.org) et sur celui d'AGTER.

➤ *Participation à la table ronde « Pas de terre sans paysans, pas de paysans sans terre », organisée lors du salon Marjolaine. 11 novembre*

Michel Merlet et Sjøerd Wartena sont intervenus ainsi que Gérard Leras, élu vert, et délégué à la politique foncière du Conseil régional Rhône-Alpes, à la demande de Nature et Progrès pour apporter leur analyse des problèmes fonciers.

5. Missions rémunérées ou indemnisées en lien avec le thème

a) *Participation au 3^{ème} Forum Européen sur le Développement Rural. Palencia. Espagne (29 mars au 1^{er} avril 2011)*

Michel Merlet a réalisé lors du Forum de Palencia une mission de 4 jours au nom du Comité Technique Foncier et Développement, financée par l'AFD sur les fonds du projet du CTFD. Les termes de référence de cette mission étaient d'accompagner la délégation française et en particulier la responsable thématique du foncier au MAEE, de participer à l'atelier # 2 Accès à la terre et autres ressources naturelles pour améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et de faire connaître les travaux du Comité sur la question foncière, en particulier le libre blanc et le document sur les appropriations de terres à grande échelle.

b) *Intervention auprès de l'AFDI du Gers. 19 mai*

L'association des Agriculteurs Français pour le Développement Agricole International du Gers, a invité AGTER, dans le cadre de son assemblée générale annuelle, à présenter son analyse des accaparements de terres dans le monde et en particulier de la menace qu'ils constituent pour les agricultures familiales. Mathieu Perdriault a pu présenter les résultats du travail de l'association sur ce sujet et échanger avec des militants des réseaux AFDI et CCFD du Gers. Ces derniers ont montré une grande convergence de vue avec AGTER sur l'enjeu de l'engagement citoyen, sur le terrain politique, pour revendiquer des la préservation des agricultures familiales et notamment des garanties effectives pour leur droits sur les ressources naturelles. À en croire certains participants, cette journée a renforcé leur conviction que les AFDI peuvent contribuer à la lutte contre les accaparements en appuyant les mouvements de revendication des paysans du Sud avec lesquels ils travaillent, en particulier en Afrique.

c) *Cours à l'IRC – SUPAGRO Montpellier. 26 octobre 2011*

Prestation de service pour l'IRC. Michel Merlet a fait un cours d'une journée à l'Institut des Régions Chaudes sur la problématique des appropriations de terres agricoles à grande échelle.

6. Nouveau projet lié au thème en cours de préparation

a) Module de formation e-learning, Université internationale Terre Citoyenne (FPH, Alliance internationale Terre Citoyenne)

L'équipe salariée d'AGTER a commencé à partir d'octobre 2010 à imaginer les contenus d'un module de formation à distance (e-learning) sur les accaparements de terres à grande échelle dont elle pourrait à terme expérimenter la réalisation et la dispense auprès d'un public d'apprenants. Cela pourrait offrir des opportunités nouvelles à l'association pour diffuser et surtout financer son travail de fond (analyse collective et production documentaire).

Si la production des contenus nécessaires à un tel projet consiste a priori pour une très large part, à ordonner différemment des contenus précédemment établis, la concrétisation technique d'un module de formation en ligne, sa promotion, les recherches d'articulation à des cursus institutionnels et sa dispense (suivi et évaluation de stagiaires) relèvent de savoir-faire particuliers dont ne dispose pas encore l'association. L'équipe d'AGTER a commencé à les identifier avec l'aide des membres de l'Alliance internationale Terre Citoyenne compétents en la matière et à partir d'échanges avec Claske Dijkema et Karine Gatelier de Modus Operandi, association spécialisée dans l'organisation de modules e-learning. Un premier projet de module d'apprentissage sur l'accaparement des terres à grande échelle et les conflits qu'il engendre a été formulé et une recherche de financements a été engagée auprès de la FPH.

L'intérêt que trouverait l'association à recourir à ce mode de diffusion des analyses et propositions qu'elle élabore et à cette modalité de financement par prestation de services reste à examiner plus en détail et doit faire l'objet de discussions entre ses membres.

B. Gouvernance des forêts

1. Organisation et financement des activités du chantier

Le chantier Gouvernance des forêts a été le second chantier prioritaire d'AGTER en 2011.

En 2011 AGTER a continué à travailler sur ce chantier grâce au projet spécifique d'un an mené avec l'appui financier de la Fondation Ford qui avait été ouvert mi 2010. Une seconde phase du projet est prévue pour l'année 2012.

Nous avons assuré le maintien des activités pendant les six mois de soudure grâce à l'appui de la FPH, sur la convention 2010-2011, et grâce aux subventions reçues pour le retour à l'emploi et au CAE de Marta Fraticelli qui ont permis de maintenir son poste de travail au-delà de l'année du projet.

Un financement complémentaire réduit, obtenu auprès du CED qui a bénéficié lui-même pour cela d'un budget de la Coopération Française, a permis l'organisation d'une mission au Cameroun fin 2011 de Marta Fraticelli et de Mathieu Perdriault pour participer à un atelier de recherche organisé par le CIRAD et la Fondation Paul Ango Ela et à un atelier de travail avec les partenaires de RRI.

2. Activités du projet

Le projet co-financé par la Fondation Ford et AGTER vise à développer des outils de documentation et d'échanges d'expérience entre quelques membres du réseau américain Right and Resource Initiative (RRI), afin de renforcer les capacités de plaidoyer des associations locales membres du réseau auprès des gouvernements nationaux. Les pays retenus pour la première année de travail sont les partenaires du réseau RRI basés au Cameroun et au Guatemala, en particulier le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), Cameroun Écologie et la Coopérative Agroforestière de la Trinationale (CAFT) au Cameroun; l'Association de foresterie communautaire du Guatemala (UTZ'CHE) et l'Association des Communautés Forestières du Peten (ACOFOP) au Guatemala.

L'objectif du partenariat en construction avec les partenaires de RRI est d'engager une réflexion collective autour des problématiques et des défis communs concernant la gouvernance des ressources forestières. Un accent particulier est mis sur la place des populations locales et sur la protection des droits des utilisateurs à petite échelle. Le projet vise à produire et diffuser des ressources de documentation au sujet des systèmes de gouvernance des ressources forestières et de la construction et l'évolution de formes collectives d'organisation autour de ces ressources. L'analyse de la situation des utilisateurs des forêts à petite échelle a été menée en mobilisant les connaissances et analyses préexistantes des partenaires du réseau RRI au Cameroun et au Guatemala, ainsi que les travaux préalables d'AGTER.

Relevant de la démarche de fond d'AGTER, le projet comporte une dimension interculturelle et interdisciplinaire

qui vise à croiser les regards les plus divers (disciplinaires, culturels) sur des situations concrètes, afin de rechercher les conditions d'une gouvernance plus démocratique des ressources naturelles. C'est pour cette raison que la mise en perspective de deux situations tellement différentes comme celle du Cameroun et du Guatemala peut produire un échange utile et enrichissant pour les différents participants.

La construction du partenariat avec les organisations guatémaltèques et camerounaises s'est appuyé sur plusieurs missions organisées dans les deux pays tout au long de l'année et d'un important travail d'échange à distance. En plus du travail réalisé par Marta et Michel, avec l'appui ponctuel de Mathieu, Pierre Merlet a été engagé comme consultant pour la réalisation de deux missions au Guatemala et la production des documents sur ce pays. Nous avons également organisé un stage réalisé par une étudiante en Master 2 à l'ISTOM, Cécile Pinsart, qui a fait une étude de terrain de cinq mois au Cameroun.

Suite à la demande de la part des partenaires de RRI en Afrique, nous avons organisé au Cameroun une formation à la vidéo participative, considérée comme instrument capable d'alimenter la production de solutions alternatives des enjeux locaux et d'offrir des outils efficaces de plaidoyer.

Au Cameroun nous avons réalisé trois missions en 2011:

1. En février: première prise de contact. Rencontre avec les différents acteurs intervenant sur les forêts et avec les partenaires RRI. Reconnaissance du terrain susceptible d'accueillir la stagiaire.
2. En juin: suivi du stage de Cécile Pinsart et organisation d'un atelier sur la vidéo participative
3. En novembre: atelier de restitution de la première phase de travail avec les partenaires et participation à un atelier organisé par le CIRAD-FPAE

Au Guatemala, deux missions ont été réalisées :

1. En mai :approfondissement de la réflexion collective et de la définition des thèmes de travail avec les partenaires
2. En juillet : compléter et valider le travail d'analyse et de production documentaire réalisé durant la première mission et commencer le travail de réflexion pour sa diffusion

3. Analyse. État de la réflexion

Le Guatemala et le Cameroun sont deux pays aux histoires, dynamiques sociales et évolutions politiques très différentes. En dépit de ces différences, des enjeux communs apparaissent à propos de la gouvernance des ressources forestières. La préservation de ces ressources représente des enjeux cruciaux pour les équilibres éco-systémiques et concerne l'humanité toute entière, mais de façon particulière les populations locales, qui sont les premières victimes des dynamiques d'accaparement privatif des ressources naturelles communes dans les mains d'acteurs privés, animés par une logique de maximisation du profit.

Le travail d'AGTER vise à apporter une contribution au débat international concernant la reconnaissance et la protection des droits de petits utilisateurs des ressources naturelles, considérés comme les seuls acteurs capables de garantir la préservation de ressources si fondamentales. Les dynamiques historiques, sociales et politiques qui ont permis la mise en place des systèmes actuels inéquitables de répartition des ressources doivent être questionnés, les idées reçues remises en cause, en particulier celle des droits de propriété absolue sur les ressources naturelles communes.

La spécificité de l'analyse proposée par AGTER est de se baser sur l'approche du pluralisme juridique et de considérer tout système de gouvernance des ressources comme le résultat d'une construction sociale spécifique, qui doit être prise en considération au moment de formulation des politiques. Les rapports des hommes aux ressources naturelles et aux territoires impliquent la construction de systèmes complexes de droits, d'ayant droits et d'organisations sociales qui régissent ces droits. Cette pluralité rend impossible l'adoption de solutions uniformes et de mécanismes de reconnaissance des droits des populations locales, qui ne tiennent pas en compte cette diversité, en conduisant à des situations conflictuelles.

Les formes de reconnaissance par les cadres légaux des droits construits localement sur les ressources varient d'un contexte à l'autre, mais s'avèrent être toujours partielles. La superposition de cadres normatifs excluant aux systèmes normatifs construits localement est susceptible de créer des conflits, aussi bien entre des acteurs différents, notamment entre les groupes d'usagers locaux et les acteurs externes (phénomènes d'accaparement et privatisation des ressources communes), qu'au sein des groupes d'usagers locaux (dynamique de fragilisation des systèmes coutumiers de gouvernance des ressources).

Les thèmes d'analyse ont été définis dans la première phase du travail avec les organisation partenaires, sur la base des

sujets de travail de chacune. Les thématiques principalement explorées ont été:

- la reconnaissance des droits des populations locales sur la terre et les ressources forestières
- la mise en place de nouvelles stratégies entrepreneuriales relatives à l'exploitation et la transformation des produits ligneux et non-ligneux (notamment dans le cadre de la foresterie *communautaire*).

4. Production documentaire

La production documentaire entend répondre au besoin exprimé par les partenaires de RRI de capitalisation et de mise en valeur de leurs propres analyses, expériences et connaissances au sujet de la gouvernance des ressources forestières, dans le but de faciliter la diffusion d'informations auprès de leurs réseaux et des décideurs dont ils veulent obtenir des changements politiques/juridiques.

Le résultat de la première phase du projet a été la production de deux dossiers de documentation sur la gouvernance forêts, au Cameroun et au Guatemala.

- Le dossier sur le Guatemala a pu être finalisé pendant l'été 2011.
- Le dossier sur le Cameroun était toujours en cours de finalisation à la fin de l'année 2011.

Une première discussion autour des brouillons des fiches a été organisée avec les partenaires du projet au Cameroun le 24 et le 29 novembre. Cette réunion a permis d'une part de tester l'utilité de l'outil de documentation produit et, de l'autre, de commencer à discuter à propos des stratégies de diffusion des matériaux. La discussion avec les partenaires guatémaltèques à propos de la diffusion des matériaux de documentation a été commencée en juillet par Pierre Merlet et par email sur chacune des fiches produites. Elle sera approfondie lors d'une mission en 2012.

Ces dossiers seront disponibles, dans leur version finale, en français et en espagnol. Ils alimenteront le fond documentaire dynamique d'AGTER. Ils constituent deux ensembles cohérents de fiches (environ 15 par dossier), reliées entre elles. Ils s'adressent à des publics divers, aussi bien à des lecteurs qui connaissent le contexte de référence, mais qui travaillent sur des questions spécifiques, qu'à des lecteurs qui n'ont aucune expérience des sujets ou des pays traités.

Ils offrent des outils qui permettent de mieux comprendre les enjeux liés à la gouvernance des ressources forestières. Le but est d'animer une analyse croisée entre les organisations de différents pays. Conformément à l'approche développée par AGTER dans ses divers travaux, le lecteur trouvera à sa disposition des documents relatifs à des situations et à des expériences variées. Il pourra ainsi appuyer sa réflexion sur les moyens d'action disponibles pour modifier les rapports de force existants autour de la gestion des ressources et se faire porteur d'un débat supporté par des références plurielles. La possibilité de s'interroger sur des expériences pertinentes qui ont pris forme ailleurs est très importante dans la construction de nouvelles propositions et de modèles de gouvernance alternatifs. Cela doit passer par la participation collective au débat et par la connaissance partagée des défis qui touchent à la gouvernance de la terre et des ressources.

5. Diffusion et débat

a) Diffusion du matériel documentaire produit

Elle est prévue à partir de 2012, lors de la phase deux du projet.

b) Communication ponctuelle

En novembre 2011, Mathieu Perdriault et Marta Fraticelli ont participé au nom d' AGTER à un atelier organisé par le CIRAD et la Fondation camerounaise Paul Ango Ela sur « Foncier, pressions commerciales sur les terre et REDD+ ».

Cela a été l'occasion de présenter une communication qui commence à tirer les leçons du travail réalisé au sein du projet sur la gouvernance des forêts. Cette communication sera finalisée et publiée en 2012. Elle a pour titre « La rétribution de services environnementaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liés à la déforestation peut-elle être équitable? Quelques éléments de discussion tirés de l'expérience des forêts communautaires du Cameroun et d'une analyse du phénomène global d'accaparement des terres ».

III. Autres chantiers thématiques

A. Politiques foncières en Europe

1. Organisation et financement des activités du chantier

Les interventions sur ce chantier ont été financées par de moyens divers, appel d'offres, contrat de prestation de services, bénévolat.

- La participation d'AGTER à l'étude comparative des politiques foncières dans 5 pays d'Europe a été rendue possible grâce à un appel d'offres du Ministère de l'Agriculture que nous avons gagné en nous associant avec Terre d'Europe – Scafr (leader) et AgroparisTech.
- La participation de Marta Fraticelli à l'étude lancée par Terre de Liens et Forum Synergie sur les expériences d'agriculture citoyenne récentes en Europe a fait l'objet d'un contrat de gré à gré.
- Le chantier sur les politiques foncières rurales en France a été géré par un groupe de travail dont les membres ont tous été bénévoles.

2. Analyse et production documentaire

a) Étude comparative des politiques foncières rurales de cinq pays d'Europe

Le chantier d'études sur les politiques foncières en Europe a été initié en juin 2010 avec Terre d'Europe – Scafr (leader) et AgroparisTech, grâce à un financement du Ministère de l'Agriculture Français (MAAPRAT). L'essentiel du travail a été réalisé sur 2011, en ce qui concerne AGTER.

Les pays concernés par l'étude sont l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne, l'Italie et l'Espagne. Agter a préparé les études sur l'Espagne et sur l'Italie et a contribué à la synthèse finale.

Le travail a été réalisé par Marta Fraticelli et par Michel Merlet. Il a bénéficié des apports de Maribel Hernandez et d'Eladio Arnalte, membres d'AGTER et fins connaisseurs de la question agraire espagnole. Deux autres membres d'AGTER, Robert Levesque et Hubert Cochet, sont intervenus au nom de leurs institutions respectives sur les autres pays, le rapport de synthèse et au niveau du pilotage du travail.

Les études offrent une synthèse de l'histoire agraire et de l'évolution des structures agraires de chaque pays, et une description détaillée des politiques foncières dans les derniers 50 années. La synthèse permettra de mieux comprendre les évolutions des structures agraires dans les différents pays et l'influence de la Politique Agricole Commune sur celles-ci. La publication est attendue courant 2012.

b) Étude de cas de la Coopérative Agricoltura Nuova (Rome, Italie)

Marta Fraticelli a participé au nom d'AGTER au projet lancé par Terre de Liens et Forum Synergie « *Access to land for Community connecting Farming* », orienté à la capitalisation des expériences d'agriculture citoyenne qui ont émergé dans les dernières années en Europe. Ces démarches se caractérisent par une ambition de production agricole écologiquement durable (agriculture biologique ou biodynamique), le partage de bénéfices entre producteurs et consommateurs, l'organisation de circuits courts pour la vente, l'organisation de différentes activités liées à la ferme autres que l'activité agricole et la protection de l'environnement. L'objectif du projet est la construction d'une base d'informations et de connaissances sur ces nouvelles formes d'agriculture, dans le but d'influer sur les politiques nationales et européennes dans le sens de la promotion de leur développement. Le projet a bénéficié de financements obtenus par Forum Synergie et du soutien de la FPH.

L'étude a été réalisée sur la base d'une visite sur place de la coopérative et d'une étude bibliographique plus large qui a permis d'intégrer dans le cas d'étude des références au contexte foncier italien et à la diffusion sur le territoire national des formes innovantes d'agriculture (sous le nom d'*agriculture sociale*). Dans le cadre de l'étude, plusieurs rencontres ont été organisées avec les autres partenaires, afin de mettre en commun les cas d'étude sur les différents pays et avancer dans la réflexion pour la suite du projet.

c) Dossier sur les politiques foncières rurales en France

En 2010, Gwenaëlle Mertz avait fait son stage de fin d'études avec AGTER et constitué un premier recueil de fiches sur les politiques foncières rurales en France dans la seconde moitié du XXe siècle.

Nous avons constitué un groupe de travail pour relire, amender et compléter ce premier dossier, constitué par différents membres d'AGTER (Lisa Gauvrit, qui a assumé la coordination du groupe, Thomas Rugger, Robert Levesque, Carole Barthes, Sjoerd Wartena, Michel Merlet) et d'autres personnes du réseau (Paul Bonhommeau, Véronique Rioufol). Leurs expériences diversifiées sur ce sujet permettait d'avoir des regards et des apports très complémentaires.

Le travail continuera en 2012, année prévue pour la mise en ligne des productions.

3. Diffusion/échange

En dehors des réunions liées aux deux projets antérieurs, Marta Fraticelli a participé à deux réunions concernant la gestion du foncier en Europe.

- *Rencontre « Arbres et grandes cultures », 28 septembre.* La rencontre a été organisée par l'Association Française « Arbres et haies Champêtres », au Centre d'Eco-développement de Villarceaux, dans le but d'animer le débat sur les politiques environnementales de la PAC, notamment concernant la reconnaissance de la multifonctionnalité des pratiques d'aménagement rural.
- *Réunion du collectif MARS sur la PAC 2013, 8 novembre.* La réunion organisée le 8 novembre par le collectif MARS s'est déroulée autour d'une présentation de Samuel Féret, animateur du « Groupe PAC 2013 » concernant les enjeux de la nouvelle PAC.

B. Politiques foncières dans les pays du Sud

1. Organisation et financement des activités du chantier

Trois activités spécifiques ont porté en 2011 sur les politiques foncières dans les pays du Sud, deux en Afrique et une dans les Caraïbes.

Celles concernant l'Afrique ont été les activités finales de deux projets réalisés en 2010, la production de documents sur le Code Rural au Niger, et la production de fiches pédagogiques pour l'Afrique de l'Ouest.

- Le projet Code Rural a été co-financé par une subvention de l'AFD, sur appel à propositions, par AGTER et par E-Sud.
- Le projet d'élaboration des fiches pédagogiques a été géré par une ONG burkinabé, le GRAF, et financée par l'AFD sur le budget du projet mobilisateur du Comité Foncier.

A ces travaux, il faut ajouter une mission d'expertise réalisée à Cuba pour le CCFD.

2. Mission d'expertise en lien avec le thème.

a) *Participation de Michel Merlet à un voyage d'études à CUBA (14 au 25 janvier)*

A la demande du CCFD Terre Solidaire, Michel M. a réalisé une mission à Cuba pour appuyer le projet Inter-associatif regroupant cette ONG française et plusieurs organisations cubaines, l'ACTAF (Association Cubaine des Techniciens Agricoles et Forestiers), l'Association Cubaine de Production Animale (ACPA), l'Association Nationale des Petits Agriculteurs (ANAP), l'EER (École d'Économie Rurale de l'Université de La Havane), le CEEC (Centre d'Études Économiques de Cuba) et plusieurs ministères (MINCEX, MINAG, MINED). Il s'agissait d'accompagner un voyage d'étude provincial des partenaires du projet des deux municipalités de Camaguey avec lesquelles travaille le projet.

La mission avait deux objectifs, 1/ faire une analyse de l'évolution des politiques agraires à Cuba et 2/ préparer un voyage d'études international à réaliser en Amérique Centrale.

Cette mission fait suite au travail développé de 2001 à 2006 par le programme inter associatif France Cuba, auquel Michel avait participé. C'est dans ce cadre qu'avait été organisé le voyage d'études d'un groupe de cubains en France et en Espagne, qui a inspiré la méthodologie des voyages d'études que AGTER a adopté. Avaient participé à ce premier voyage d'études non seulement Michel Merlet, alors expert IRAM, mais aussi Clara Jamart, qui était à cette époque stagiaire du CCFD, Loïc Colin et Vincent Petit, comme vidéastes et Pierre Merlet comme interprète.

3. Production documentaire

a) Étude « Cambios en la política agraria de Cuba ». Juillet 2011.

Publication internet dans la collection *Les Études d'AGTER – réforme agraire* d'une analyse du contexte cubain et de la nouvelle politique agraire de redistribution des terres en friches à Cuba. Document en espagnol.

b) Réalisation de matériels documentaires sur les politiques foncières au Niger (avec E-sud développement et Inter-réseaux, financement : AFD)

En 2010 : Agter a répondu à un appel à capitalisation lancé par l'ADEPRINA / département Inter-réseaux Développement rural. Cet appel a été lancé dans le cadre du Projet de renforcement des capacités des réseaux d'organisations paysannes en matière de Politiques Agricoles Alimentaires et Rurales (PAAR), sur les bases d'un financement Agence Française de Développement. Le projet de capitalisation proposé conjointement par AGTER, e-Sud développement, l'AREN et le Landnet West Africa, et portant sur l'expérience du Code Rural du Niger, a été retenu et a fait l'objet d'une convention signée entre l'ADEPRINA et Agter en avril 2010.

Loïc Colin et Vincent Petit (sociétaires d'e-sud Développement et membres d'AGTER) et Clara Jamart ont réalisé un ensemble pédagogique sur l'expérience du Code Rural du Niger, constitué d'un dossier de 9 fiches d'analyse en français et en anglais, ainsi que d'un dvd contenant un film principal de 40 minutes intitulé « Du conflit à la concertation : l'expérience du Code Rural du Niger », disponible en 6 langues (français, anglais, haoussa, fulfuldé, wolof et dioula) et 5 bonus de 5 à 10 minutes, disponibles uniquement en français. Les documents écrits et vidéos ont été pensés conjointement et élaborés de façon à être véritablement complémentaires. Ils ont été diffusés au Niger, au Sénégal et au Burkina Faso par les partenaires africains, et ont servi de base de réflexion et de débats sur les problématiques de gouvernance foncière et de gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. Une deuxième phase de diffusion plus large de cet ensemble pédagogique est envisagée pour 2011.

En outre, les résultats de ce travail ont été très appréciés par de nombreux partenaires ou organisations proches d'Agter. Le document réalisé dans ce cadre pourrait servir de « modèle » ou d'inspiration pour d'autres travaux du même genre, notamment à Madagascar ou en Inde, à condition de trouver les financements correspondants.

c) Fiches pédagogiques sur le foncier en Afrique de l'Ouest

Le projet mobilisateur « Appui à l'élaboration des politiques foncières » de l'AFD a programmé, sur plusieurs années, dans le cadre des activités du comité technique « Foncier et développement » (animé par l'AFD et le MAEE), la production de « Fiches pédagogiques pour comprendre, se poser les bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest »

AGTER a participé à la coordination de ce chantier avec le Hub Rural, le GRAF, le ROPPA et LandNet West Africa. Il implique de nombreuses organisations partenaires et auteurs.

Michel Merlet a rédigé deux de ces fiches entre fin 2010 et début 2011 : « Diversité des ayants droit et des droits sur la terre et sur les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : quelques exemple » (co-rédigé avec Kouadio André Yobouet) et « Les droits sur la terre et sur les ressources naturelles ».

Au 31 décembre 2011, 17 fiches étaient disponibles en français et en anglais.

4. Diffusion des documents

- Les documents liés au Code Rural, films et fiches, ont été mis à disposition du public sur le site vitrine et sur la version en chantier du site de ressources documentaires.
- Les fiches pédagogiques ont également été mises à disposition du public sur le site vitrine et sur la version en chantier du site de ressources documentaires.

Les documents antérieurs sont aussi disponibles sur les sites des partenaires des deux projets respectifs.

- Une étude sur la nouvelle politique agraire à Cuba, élaborée à partir des travaux de la mission réalisée en janvier 2012, qui est disponible en espagnol sur le site d'AGTER.

C. Gouvernance de l'Eau

1. Organisation et financement des activités du chantier

Ce chantier ne dispose pas de financement spécifique, et ses coûts ont donc été couverts par le budget général de l'association.

2. Analyse

AGTER n'avait pas réussi à démarrer une véritable réflexion propre sur le thème de l'eau. La production en 2010 et publication en 2011 du document thématique pour SOLAW et la FAO, évoqué plus haut, grâce à l'appui de Thierry Ruf, avait marqué un début de positionnement sur cette question.

Michel, puis Clara Jamart ont commencé en 2011 à s'investir sur cette question, en rejoignant le groupe de travail sur l'Eau de la commission C2A « Agriculture et Alimentation » de Coordination Sud, dans la perspective de participer au Forum Mondial de l'Eau et au Forum Alternatif prévus en mars 2012. Aucune organisation de la société civile en France ne travaillant vraiment la question de l'eau agricole, nous souhaitons nous positionner sur ce thème qui recouvre des enjeux importants.

3. Production documentaire

Une note de 4 pages, intitulée "Garantir l'accès à l'eau aux paysanneries du Sud " a été publiée en novembre en français. http://www.agter.asso.fr/article743_fr.html. Des versions en anglais et en espagnol seront préparées en 2012 pour les Forums de Marseille.

4. Diffusion

Prévue pour 2012 aux Forums de l'Eau de Marseille.

IV. Autres travaux et autres activités

A. Voyages d'études

1. Restitution des produits DVD du voyage d'études sur la gouvernance des ressources naturelles dans les Alpes

Nous avons organisé le 28 janvier 2011 à Beaufort une projection du film documentaire sur le Beaufortain et une présentation du DVD, avec les personnes ayant participé à ce travail.

2. Mission d'expertise. Préparation d'un voyage d'études d'une délégation cubaine au NICARAGUA. 29 novembre au 11 décembre 2011.

Suite à la mission réalisée à Cuba à la demande du CCFD en Janvier, une mission conjointe de Michel Merlet et de Dayma Echavarría (CEEC, Cuba) a été organisée au Nicaragua afin de préparer deux voyages d'études de deux groupes de cubains à réaliser courant 2012. La mission a permis de sélectionner les expériences à visiter et les personnes et institutions à rencontrer, de construire le programme des visites et l'itinéraire des deux voyages.

La méthodologie de ces voyages d'études est fondée sur l'expérience d'AGTER dans ce genre d'activité. Toutefois, pour des raisons budgétaires, il n'a pas été possible de proposer que ces voyages soient filmés.

B. Divers

1. Missions rémunérées ou indemnisées

- *Atelier de réflexion sur la gouvernance des ressources naturelles auprès de jeunes européens dans le cadre d'une formation du programme Hémisphères de Frères des hommes (6 octobre)*

Clara Jamart et Mathieu Perdriault ont animé un atelier d'une demi-journée dans le cadre d'une session de formation

de trois semaines organisée par Frères des hommes dans le cadre du projet européen Hémisphères. La vingtaine de jeunes européens inscrit à cette formation a participé à cette atelier pour apprendre et débattre, en anglais de la question « Bien public ou marchandise ? À qui appartiennent les ressources naturelles ? ».

2. Participation à des séminaires de réflexion

➤ *ICAS – LDPI Colloquium, Institute of Social Studies, La Haye. 2 et 3 mai 2011*

Michel Merlet a participé sur invitation de Jun Borrás au séminaire restreint et au séminaire public organisé par l'ISS (Institute of Social Studies) ICAS (Initiatives in Critical Agrarian Studies) et LDPI (Land Deal Politics Initiative) sur le thème "Agrarian transformation and surplus population in the global south: revisiting agrarian questions of labour" (Les transformations agraires et les populations excédentaires dans les pays du Sud : la question du travail dans le secteur agricole revisitée). Le financement de cette participation a été apporté par AGTER.

V. Implication d'AGTER dans des dynamiques et des espaces collectifs

A. Groupes de réflexion

1. Comité Technique Foncier & Développement

Michel Merlet était déjà membre à titre personnel du Comité Foncier & Développement lorsque l'association AGTER a été créée. Il a continué à participer de façon très régulière aux réunions du Comité, déléguant à un autre salarié d'AGTER ce rôle quand il n'est pas disponible.

Cette participation est consommatrice en temps (environ une réunion d'une journée par mois, non rémunérée), mais elle a été essentielle pour rester informés et connaître de nouveaux terrains et pour pouvoir être partie prenante des discussions au sein de la coopération française. Elle nous a aussi permis d'obtenir divers financements et c'est en grande partie grâce à cette insertion que nous avons pu jouer un rôle dans l'élaboration des positionnements officiels de la France sur les appropriations de terres agricoles à grande échelle dans le monde.

2. COREDEM

AGTER est devenue membre formellement de la « COmmunauté des sites REssources pour une DEMocratie Mondiale », un mécanisme mis en place par la FPH, avec lequel nous collaborons depuis plusieurs années.

Le site de ressources (en construction) d'AGTER a été intégré au groupe de sites pris en compte par le moteur de recherches commun de la COREDEM. Le site de l'association, qui contient pour le moment plus de ressources en ligne que celui-ci, devrait être intégré à ce réseau en 2012, lorsque le programme informatique nécessaire aura été développé.

3. Alliance Internationale « Terre Citoyenne »

Les fondateurs d'AGTER avaient pris part dans les années 90 aux travaux du réseau Agriculture Paysanne et Mondialisations (APM), soutenu par la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Nous continuons à participer au réseau informel Alliance Internationale Terre Citoyenne qui constitue d'une certaine façon le prolongement du réseau antérieur. Un projet d'une Université internationale Terre citoyenne est né de cette Alliance informelle, avec l'appui de la FPH.

En mars, Mathieu Perdriault a participé aux rencontres internationales « Terre citoyenne » organisées à Valencia (Espagne) à l'occasion de l'inauguration d'une chaire « Terre Citoyenne – Fondation Charles Léopold Mayer » au sein de l'Université Polytechnique de la ville. Les organisations membres de l'Alliance y ont ébauché de nombreux projets d'activités et notamment l'élaboration de divers modules de formations en ligne afin de donner corps au volet numérique du projet d'Université internationale Terre Citoyenne (UiTC).

En juillet, ces organisations issues de plusieurs continents étaient à nouveau réunies par la FPH, cette fois-ci à Nant en Aveyron (France) pour faire progresser leur projets et participer aux rencontres internationales « Gardarem la terre et la mer » (voir plus haut « Chantier Accaparement des terres », diffusion).

AGTER est intéressée par les perspectives de développement d'un enseignement à distance et par l'initiative UiTC, mais souhaiterait donner la priorité à des alliances avec des universités et instituts anglophones et voir plus

précisément quel pourrait être le modèle économique d'un tel projet. La participation de l'association reste ainsi pour le moment informelle, par le biais de l'Alliance internationale Terre Citoyenne.

4. INTER-RESEAUX

AGTER est devenu membre d'Inter-Réseaux en 2011, sur proposition de celle-ci et après avoir constaté les complémentarités et la convergence d'objectifs entre les deux associations.

5. Collectif RIO+20

Le Collectif RIO+20 réunit une trentaine d'organisations de la société civile française (syndicats, ONG de solidarité internationale et ONG d'environnement). D'autres organisations non membres participent régulièrement aux travaux du collectif. Le collectif est animé par l'association 4D et travaille en vue du Sommet de la Terre des Nations Unies qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin 2012, sur deux volets : l'expertise et la mobilisation.

AGTER a participé en 2011 à plusieurs réunions plénières et signé la Déclaration et la Tribune du Collectif, mais n'est pas officiellement membre du collectif Rio+20, faute de temps et de moyens pour investir dans cette activité.

B. Organisations françaises d'ONG

1. CRID

Agter est devenue membre de la plate-forme d'ONG françaises CRID en 2011. Mathieu Perdriault a représenté AGTER lors de l'assemblée générale du CRID.

AGTER a pris part à divers échanges avec le secrétariat du CRID et d'autres organisations membres à l'occasion de la préparation d'une réponse à un appel d'offre de l'Union européenne (Europaid) dans le but de poursuivre et développer les actions de la campagne « Une seule planète ». Les suites données à ce projets par l'UE seront connues en 2012.

2. Coordination Sud

Agter est devenue membre de la plate-forme d'ONG françaises Coordination Sud. Clara Jamart a représenté AGTER lors de l'assemblée générale de Coordination sud. AGTER participe à la Commission Agriculture et Alimentation (C2A).

C. Organisations internationales

1. Comité de la Sécurité Alimentaire et Mécanisme de la Société Civile lié au CSA

Mathieu Perdriault a participé ponctuellement à une réunion du Mécanisme de la société civile pour l'Europe de l'Ouest à Bruxelles le 3 octobre à Bruxelles.

Clara Jamart représenté AGTER au sein de la délégation des ONG françaises lors de la 37ème session du Comité de la Sécurité Alimentaire en octobre. Cette participation a été financée par la C2A.

2. International Land Coalition (ILC)

AGTER est membre de l'ILC depuis 2009. Clara Jamart a représenté AGTER lors de l'assemblée générale de l'International Land Coalition, qui a eu lieu à Tirana (Albanie) entre les 24 et 27 mai 2011.

Elle a, à cette occasion, pu entrer en contact ou entretenir des échanges avec un grand nombre d'organisations. Notamment avec Ekta Parishad qui a requis, par la voix de Jill Carr Harris, la présence d'AGTER à une réunion européenne de préparation de la marche que le mouvement organise en 2012, à laquelle AGTER n'a finalement pas pu participer. Jill a semblé désireuse de concevoir avec AGTER un projet de production de kit documentaire qui traiterait de l'accès à la terre en Inde, sur le modèle de celui réalisé par AGTER et E-sud développement au sujet du Code rural du Niger. L'idée d'organiser un voyage d'étude d'AGTER sur ce thème en Inde et au Brésil a aussi été évoquée avec elle. Elle permettrait de concrétiser le souhait d'Ekta Parishad de se rapprocher du mouvement des « sans terre » brésiliens. Mais ni elle ni nous ne disposons des financements nécessaires pour ce projet. Clara a pu aussi échanger avec une représentante du Terra Institute (USA) dont une activité consiste à appuyer la formation de

para-juristes et à favoriser l'appropriation du droit par les mouvements sociaux. Des perspectives de travail conjoint sur la question des droits ont été évoquées avec elle. Un appui juridique aux mouvements paysans confrontés à l'accaparement des terres est identifié par AGTER comme une des actions pertinentes pour contrecarrer le phénomène. Il peut passer par la formation de parajuristes et/ou l'échange d'expérience entre mouvements d'opposition à des accaparements, thématique où l'expertise d'AGTER en matière d'animation d'analyse collective/partage d'expériences et production/diffusion documentaire pourrait être investie. Le réseau béninois pour la sécurité foncière et la gestion durable des terres, et la CODELT, une organisation de République Démocratique du Congo qui travaille notamment sur les conflits fonciers et les migrations transfrontalières qui y sont liées, ont exprimé à Clara leur souhait de participer à la diffusion du kit pédagogique sur le Code rural du Niger dans leur pays.

Clara J. est aussi intervenue au nom d'AGTER dans les processus ordinaires de gouvernance de l'ILC.

3. Land portal (www.landportal.info)

Le portail international foncier "Land Portal" a été publiquement lancé à l'occasion du Forum de Palencia et de la conférence annuelle « Terre et pauvreté » organisée par la Banque mondiale à Washington en avril 2011. Ce site web, qui ambitionne de devenir un site de référence mondial pour le partage d'informations relatives aux enjeux d'accès à la terre, est une initiative l'International Land Coalition et des partenaires du Landtenure.info.

Ce portail web rassemble, selon un ordonnancement par thèmes, zones géographiques concernées et nature de documents, des liens vers les productions de ses partenaires (des membres de l'International Land Coalition mais aussi d'autres organisations) disponibles sur les sites internet de ces derniers. Il propose aussi des espaces de publication en ligne et des forums de discussion pour permettre à qui le souhaite d'émettre analyses critiques et propositions. AGTER s'est notamment engagé à inviter les membres de son réseau à émettre des contributions dans ce cadre. Le Land Portal propose des liens vers des pages d'AGTER. Fin 2011, la seule interface du Land Portal fonctionnelle était l'interface en anglais. Les interfaces en espagnol et en français sont attendues courant 2012. Faute de financements dédiés, nous n'avons accepté d'animer aucune rubrique spécifique du site.

AGTER, qui est membre de l'ILC et était l'un des partenaires du landtenure info, est devenu membre du comité de pilotage du Land Portal. Mathieu Perdriault a pris part à plusieurs réunions téléphoniques et Michel Merlet a participé à une réunion de 2 jours du comité de pilotage au Portugal en décembre 2011.

VI. Outils permanents de diffusion et de communication

A. Réunions thématiques d'AGTER

Cinq réunions thématiques ont été organisées en 2011 :

- RT#17. La contribution de l'imagerie aérienne à l'observation des transformations foncières dans le monde, le jeudi 17 mars avec **Gérard Chouquer**, directeur de recherches au CNRS et secrétaire de l'association France Internationale Expertise Foncière (FIEF).
- RT#18. L'expérience du Code Rural au Niger, le lundi 11 avril. Découverte du film documentaire : « Du conflit à la concertation : l'expérience du Code Rural au Niger » réalisé en juin 2010 (durée : 39 minutes) avec **Clara Jamart**, chargée de mission à AGTER et auteur d'un dossier pédagogique sur la question, ainsi que **Vincent Petit**, agro-économiste et réalisateur du film.
- RT#19. Les voyages d'études : une méthodologie originale pour la réflexion collective autour des ressources naturelles, le 18 mai 2011 avec **Philippe Barret**, **Pierre Vuarin**, **Michel Merlet**.
- RT#20. Les enjeux des accaparements de terres dans le monde. Rôle des multinationales et besoins de régulations, le 14 juillet 2011 avec **Michel Merlet** et **Mathieu Perdriault**. La réunion thématique s'est tenue à Nant, au Larzac, lors des rencontres internationales Gardarem la Terre et la Mer
- RT#21. Réflexions autour du livre « Terre nourricière, si elle venait à nous manquer », le 7 décembre, avec **Robert Levesque**, auteur du livre.

Chaque réunion thématique a réuni entre 5 et 30 personnes, à l'exception de la #20 qui a pu avoir un public d'une centaine de participants du fait de son insertion au sein des rencontres internationales de Nant sur le Larzac. Les retransmissions en direct ont été mises en place pour les réunions 17 et 19.

Pour l'instant, nous avons mis en place une solution simple et légère de retransmission à l'aide de U-stream mais il

faudra explorer des voies d'amélioration :

- en récupérant le flux vidéo de la caméra des vidéastes plutôt que celui de la webcam ;
- en essayant de trouver une connexion internet stable ;
- en trouvant d'autres services de streaming que U-stream qui comporte beaucoup de publicités. Mais l'avantage est que U-stream propose un lien pour copier le flux vidéo sur notre site.

En occasion de la dernière RT de 2011 nous avons testé la retransmission en direct en deux langue, français et espagnol, à l'aide d'une interprète bénévole, Maria Teresa Urbano

Comme toujours, chacune de ces réunions a donné lieu à la production d'une synthèse vidéo visible sur le site vitrine de l'association.

B. Bulletin d'information et liste d'invitation aux réunions thématiques

La nouvelle formule du bulletin d'information a été lancée en avril 2010, après l'envoi de 4 bulletins antérieurs. Le bulletin occupe une place centrale dans le dispositif de diffusion d'informations d'AGTER. Nous continuons à enregistrer une progression régulière du nombre d'inscriptions. Rappelons qu'aucune inscription n'est faite sans accord de la personne et que l'essentiel des nouveaux inscrits se sont eux même enregistrés sur le site.

Le nombre d'inscrits à la liste francophone est de très loin le plus élevé. Le nombre d'abonnés à la liste en espagnol et plus encore celui de la liste en anglais restent tout à fait confidentiels.

Quatre bulletins d'information ont été diffusés en 2011, aux dates: 27 janvier, 30 mai, 8 Août, 14 Octobre. Les éditoriaux sont faits à tour de rôle par différents membres d'AGTER. Le bulletin se limite à informer les abonnés des nouveaux articles et des nouvelles vidéos disponibles sur le site dans les trois langues.

On note après chaque envoi une augmentation sensible des consultations des articles du site.

C. Sites internet de l'association

1. Site Ressources

La construction du fonds documentaire d'AGTER a beaucoup avancé en 2011. Les modifications apportées en 2011 sont :

- une amélioration de la barre de recherche avec l'ajout d'une recherche en plein texte et dans les auteurs ;
- la reformulation des défis et une simplification de leurs affichages
- la présentation des dossiers et autres rubriques sous forme d'onglets afin de distinguer le texte de présentation, les fiches centrales et les fiches complémentaires
- une restructuration des fiches et de l'affichage des métadonnées.
- la mise en ligne à titre expérimental de plusieurs dossiers, qui restent toutefois à finaliser.

Après le départ de Samuel, une personne a été recrutée pour travailler deux mois à temps plein à l'amélioration du site. Alexis Anagnan a assuré le suivi de l'application du cahier des charges proposé à Vincent Calame en début d'année et chargé une première série de dossiers documentaires. Il a complété un certain nombre de contenus « fixes » qui n'avaient pas encore été réalisés (présentations des dossiers et défis) et construit les liens entre les différents articles. Il a émis des propositions pour faciliter la navigation entre les différentes informations dont il a pu mettre en œuvre certaines pendant la durée de sa mission.

Le site reste affiché comme étant « en construction » jusqu'à ce que nous, salariés ou membres, ayons eu le temps de compléter l'essentiel des descriptions des défis, de corriger un certain nombre d'erreurs dans la présentation des fiches déjà en ligne, et mis en place un plus grand nombre de liens internes et de cheminements.

Le site a toutefois déjà été intégré dans le réseau de la COREDEM et son contenu est accessible par le moteur de recherche spécifique qui a été développé par la FPH à cet effet (scrutari).

2. Site de l'association AGTER

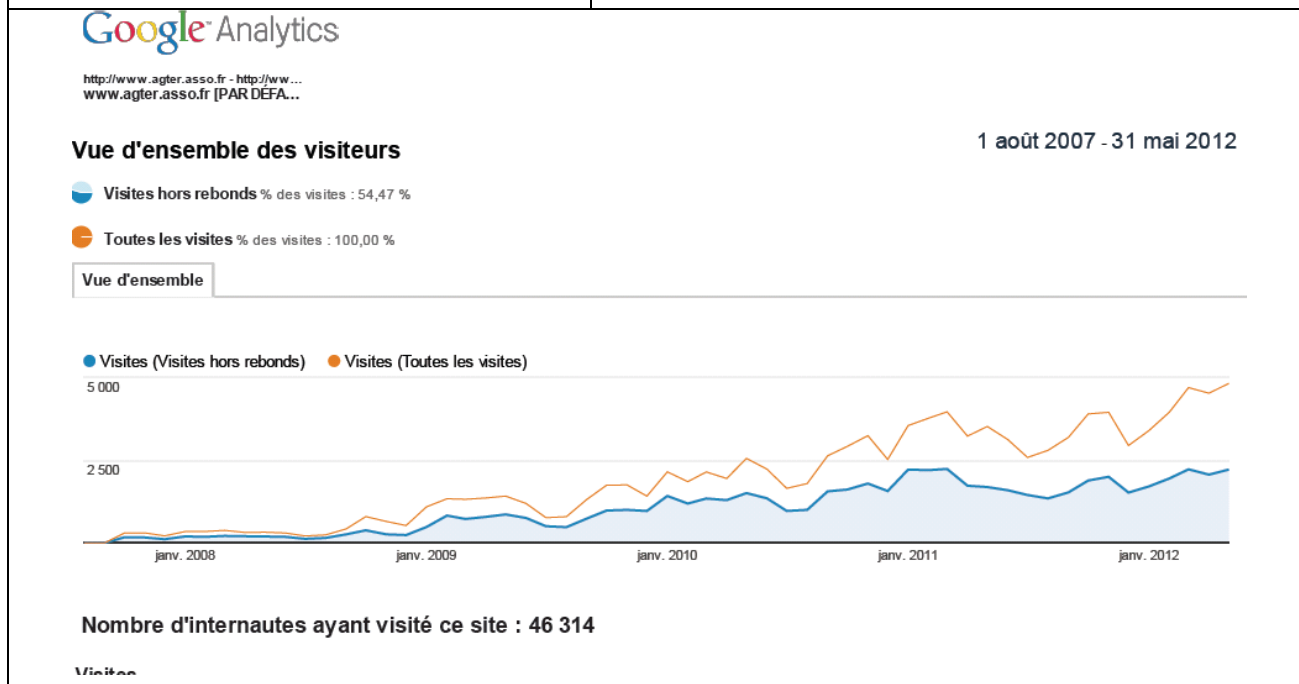
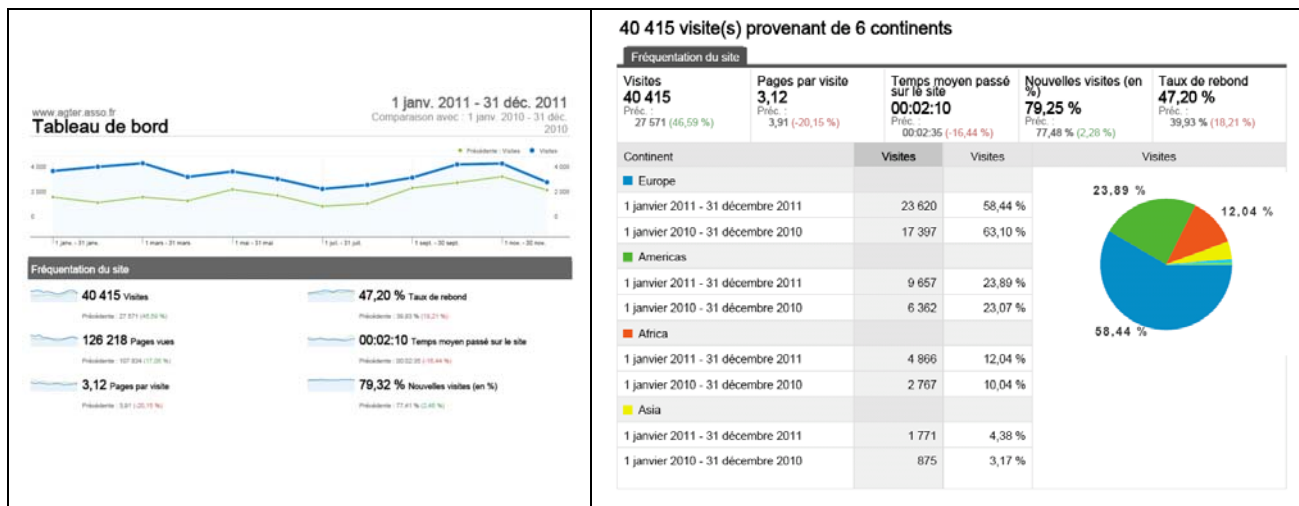
Michel a repris personnellement la totalité du suivi et l'essentiel de l'alimentation du site après le départ de Samuel.

La fréquentation du site www.agter.asso.fr a continué à augmenter en 2011 (nombre de visites +47%, nombre de pages vues +17%). Le nombre moyen de visites par mois a dépassé sur l'année 3.300. Toutefois le taux de rebond a aussi augmenté et la progression s'est ralentie sur le second semestre.

La part des accès depuis l'Europe a légèrement diminué par rapport à l'année antérieure, alors que le poids des visites depuis l'Afrique, l'Asie, et l'Amérique augmentait.

Les visites provenant de sites référents, où des liens pointent vers le site d'agter restent extrêmement minoritaires. A titre l'exemple, le site qui a entraîné le plus de visites, celui d'inter-réseau, a amené seulement 177 visites au cours de l'année sur un total de 40.415 visites. Le site "foncier & développement" de la coopération française n'a amené que seulement 27 visites !

Certains articles, comme le manuel de cartographie élaboré par Denis Pommier et Noémi Gonda, continue d'attirer un nombre croissant d'internautes.



D. Communication en direction des membres

L'annuaire des membres de l'association mis en place fin 2010 a été envoyé à tous les membres sous sa forme définitive, début 2011. Cet outil est une première étape pour une meilleure connaissance mutuelle au sein du réseau d'AGTER. Toutefois, cette initiative devra être renforcée pour lancer une réelle dynamique de réflexion collective et d'implication des membres dans les activités de l'association. Les membres consultés pour remplir l'annuaire ont aussi été questionnés sur les améliorations possibles de l'animation du réseau. Les principales attentes sont :

- Améliorer la communication sur nos activités et positions auprès des membres, des partenaires et des interlocuteurs concernés par la gestion des ressources naturelles ;
- Participer encore plus aux dynamiques existantes et renforcer les partenariats ;
- Solliciter plus régulièrement et avec des attentes plus précises les membres ;
- Compléter nos thématiques de travail et construire plus de transversalité.

E. Publications à l'actif des membres d'AGTER en 2011

1. Politiques foncières, agricultures paysannes, diversité des droits sur la terre, pluralisme juridique

- L'ORPHELIN, Samuel. Terres agricoles : le nouvel Eldorado de l'agrobusiness. In *Seule la diversité cultivée peut nourrir le monde. Réponses à l'OMC. Ouvrage collectif (MINGA)*. 2011. Éd. Du Linteau.
- L'ORPHELIN, Samuel. Politiques foncières d'après guerre et disparition de la paysannerie en France. In *Alter Echos*. 2011
- MERLET, Michel, YOBOUET Kouadio André. Diversité des ayants droit et des droits sur la terre et sur les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : quelques exemples. Des fiches pédagogiques pour comprendre, se poser les bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest. 2010 Comité technique « Foncier et développement ». Janvier 2011
- MERLET Michel, Cambios en la política agraria en CUBA. Redistribución de tierras a gran escala a productores individuales. Juin 2011
- AGTER, AVSF, CCFD, GRET. Garantir l'accès à l'eau les paysanneries du Sud. Note de la C2A (Coordination Sud) préparée en vue du Forum Mondial de l'Eau. Novembre 2011
- MERLET Michel, JAMART Clara, L'ORPHELIN Samuel, Points chauds liés au foncier et aux droits sur l'eau. Rapport thématique *TR-05-a* publié par la FAO pour *SOLAW*. Décembre 2011

2. Appropriations des terres à grande échelle

- COCHET Hubert et MERLET Michel. Accaparement des terres agricoles et répartition de la valeur ajoutée. *La captation de la rente foncière revisitée*. Communication présentée à la Conférence internationale Global Land Grabbing (Brighton 6-8 avril 2011). Avril 2011
- PERDRIault Mathieu. L'accaparement de terres à grande échelle dans le monde : le rôle des firmes multinationales. Article publié en espagnol sous une version courte par la revue *Tendencia*, Equateur. Septembre 2011
- MERLET Michel. Pauvreté, faim et « investissements » agricoles. *Quelques clés pour comprendre les phénomènes actuels d'appropriation et de concentration des terres et des ressources naturelles dans le monde*. Article publié par la revue *Nature & Progrès*. Octobre 2011

VII. ANNEXE.

Liste des principales organisations avec lesquelles AGTER a collaboré en 2011 (liste non exhaustive)	
<p>En France</p> <p><u>Institutions gouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Affaires Etrangères et Européennes - Ministère de l'Agriculture - Agence Française de Développement AFD - Comité Technique Foncier et Développement <p><u>ONGs, bureaux d'études</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - GRET - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières - Oxfam France - Action Aid - CCFD - Peuples Solidaires - Coredem - Ritimo - Terres d'Europe Scarf - Terres de lien - Frères des Hommes - Association 4D, Collectif RIO+20 - Juristes Solidarité <p><u>Organisations Paysannes et institutions liées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Confédération Paysanne - AFDI - Société des Agriculteurs de France <p><u>Consortiums</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CRID - Coordination Sud (Général et C2A) - Inter-réseaux <p><u>Institutions de recherche et d'enseignement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - AgroParisTech - Supagro Institut des Régions Chaudes - IEDES La Sorbonne - CIRAD 	<p>En Europe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Institute of Social Studies (Pays Bas) - IDS LDPI Sussex University (UK) - CERAI (Espagne) - Forum Synergie <p>En Afrique</p> <ul style="list-style-type: none"> - CED Centre pour l'environnement et le développement du Cameroun - Cameroun Ecologie - Fondation Paul Ango Ela (Cameroun) - Coopérative agro-forestière de la tri-nationale (Cameroun) - Landnet West Africa, - Hubrural (Afrique de l'Ouest) - GRAF (Burkina Faso) - ROPPA (Afrique de l'ouest) - Collectif de défense des terres malgaches (Madagascar - France) <p>En Amérique Latine</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utz Che Asociación de bosques comunitarios de Guatemala - ACOFOP Asociación de comunidades forestales de Peten (Guatemala) - Fundacion Guillermo Toliello (Guatemala) - Universidad de San Carlos (Guatemala) - CEEC et EER (Universidad La Havana) (Cuba) - CEPES (Pérou) <p>Aux USA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fondation Ford (USA) - Rights and Ressources Initiatives RRI (USA) - Terra Institute <p>International</p> <ul style="list-style-type: none"> - International Land Coalition - FAO - FIDA - FIAN International - Via Campesina - Les amis de la Terre international - Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire CIP / FAO - Comité de la Sécurité Alimentaire CSA - Université internationale Terre Citoyenne - Alliance internationale Terre Citoyenne